

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

BOURGES, le 30/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MALTERIES FRANCO SUISSES**

74 rue des Alouettes  
BP 109  
36100 Issoudun

Code AIOT : 0010003779

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement MALTERIES FRANCO SUISSES implanté 74 rue des Alouettes 36100 Issoudun. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MALTERIES FRANCO SUISSES
- 74 rue des Alouettes 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010003779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Malteries Franco-Suisses est autorisée à exploiter des installations de fabrication de malt et de stockage de céréales par l'arrêté préfectoral n°97-E-1422 du 18 juin 1997, complété par

notamment les arrêtés préfectoraux n° 2008-03-004 du 3 mars 2008, n° 2012356-0007 du 21 décembre 2012 et du 21 avril 2015.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- origine des approvisionnements en eau, respect des quantités autorisées, fonctionnement des compteurs
- plan de réseau
- localisation des points de rejets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/03/2003, article 4.1.1.	/	Sans objet
3	Utilisation d'un forage en nappe	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.1.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.2.2.	/	Sans objet
5	Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.3.5.	/	Sans objet
6	Meilleures techniques disponibles	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article Titre 8	/	Sans objet
7	Sécheresse (alerte)	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 9.4.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Sécheresse (alerte renforcée)	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 9.4.4.	/	Sans objet
9	Sécheresse (crise)	Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 9.4.5.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voir le tableau ci-joint.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>[tableau non reproduit. Dans la nappe phréatique - consommation maximale annuelle: 425 000 m<sup>3</sup> - Débit maximal horaire: 200 m<sup>3</sup> - Débit maximal journalier: 2 200 m<sup>3</sup>]</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b> La quantité d'eau maximale annuelle prélevable dans la nappe phréatique a été dépassée en 2019 et en 2021.</p>
<p><b>Observations :</b> Les quantités annuelles prélevées dans la nappe phréatique depuis 2019 sont les suivantes:</p> <p>2022 (donnée GERE): 413 883 m<sup>3</sup></p> <p>2021 (donnée GERE): 453 938 m<sup>3</sup></p> <p>2020 (donnée GERE): 408 872 m<sup>3</sup></p> <p>2019 (dossier IED): 501 792 m<sup>3</sup></p> <p>Sur les 4 dernières années, l'exploitant a prélevé des quantités d'eau supérieures à la limite autorisée en 2019 et en 2021.</p> <p>L'exploitant présentera la dispositions qu'il a prises pour assurer le respect de la quantité maximale annuelle prélevable.</p> <p>Aux dires de l'exploitant, le débit horaire maximal de 200 m<sup>3</sup>/h est respecté de par la conception, le dimensionnement et le fonctionnement du dispositif de pompage. En particulier il indique que la pompe du puits 7 (limité à 150 m<sup>3</sup>/h dans l'arrêté préfectoral) fonctionne seule à 98 % du temps et que la pompe du puits 1 est utilisée en secours.</p> <p>Selon l'exploitant, le respect débit journalier maximal est vérifié par un seuil calé à 1500 m<sup>3</sup> qui arrête le dispositif de pompage et avertit les opérateurs via la supervision. En fonction des opérations en cours et le moment de la journée, l'exploitant peut choisir de remettre en service le pompage dans la nappe phréatique ou de recourir aux bâches tampon présentes sur le site (1 bâche de 700 m et 1 bâche de 200 à 300 m<sup>3</sup>). L'inspecteur a consulté le fichier de suivi des quantités journalières et n'a pas constaté de dépassement.</p> <p>L'exploitant précise que l'eau est consommée à 80 % par la trempe de l'orge et à 6% par les adoucisseurs et la chaufferie biomasse, les 14% restants relevant de postes divers, notamment le nettoyage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2003, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) [tableau non reproduit. Forage n°545-3X-14 - capacité maximale de prélèvement de 150 m3/h. Forage n°545-3X-72 - capacité maximale de prélèvement de 50 m3/h]
<b>Constats :</b> La fréquence d'étalonnage des compteurs d'eau et la durée de validité du certificat d'étalonnage du compteur du puits 7 ne sont pas connues de l'exploitant.
<b>Observations :</b> L'exploitant dispose de 2 forages dans la nappe permettant de prélever de l'eau dans la nappe phréatique. Le forage de capacité maximale 150 m3/h est dénommé "Puits 7" par l'exploitant. Le forage de capacité maximale 50 m3/h est dénommé "Puits 1" par l'exploitant.  L'exploitant présente le certificat d'étalonnage du compteur relatif au puits 7 réalisé par la société KROHNE. Il est daté du 20 novembre 2017. Aucune durée de validité n'est mentionnée.  L'exploitant présente le constat de vérification du compteur relatif au puits 1 réalisé par la société KROHNE. Il est daté du 23 mars 2023. Le document indique que le constat "garantit que le débitmètre est conforme à plus ou moins 1% de son étalonnage d'origine"  L'exploitant définira une fréquence d'étalonnage, notamment au regard des dispositions réglementaires applicables aux compteurs d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Utilisation d'un forage en nappe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Utilisation d'un forage en nappe
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [....] Les ouvrages doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...) (...) [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a inspecté le puits 1 (forage de 50 m3/h) depuis moins de 10 ans.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le compte rendu d'inspection caméra du puits 7 établi par la société COMIREM SCOP en août 2022. Le compte rendu mentionne que l'ouvrage général présente un état dégradé mais fonctionnel et formule plusieurs observations relatives au remplacement de la colonne d'exhaure (amélioration de la productivité et réduction de l'oxydation), à l'acidification de l'ouvrage (amélioration de la productivité) et au brossage de l'ouvrage (entretien classique). L'exploitant indique ne pas avoir donné de suite aux recommandations de la société COMIREM SCOP, l'ouvrage étant opérationnel. L'exploitant indique que le puits 1 n'a pas fait l'objet d'une inspection durant les 10 dernières années.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le plan des réseaux sur lequel figurent les 2 forages (puits 1 et 7). L'exploitant veillera à mettre à jour les plans (les bureaux de l'accueil ne sont pas figurés) et à leur cohérence (le plan informatique était à jour mais pas le plan papier initialement présenté à l'inspecteur).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 4.3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes: [...] (tableaux non reproduits - Points de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté: N°4 - Nature des effluents: eaux usées industrielles - Débit maximal journalier (m3/j): 2000) [...]
<b>Constats :</b> Pas d'observation
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le registre des rejets journaliers de 2023. Les quantités rejetées sont toutes inférieures au seuil (les quantités rejetées, pour les valeurs les plus significatives, se situent autour de 900 à 1000 m3/j)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Meilleures techniques disponibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article Titre 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de satisfaire aux meilleures technologies disponibles définies dans son secteur d'activités (BREF des industries agroalimentaires et laitières), l'exploitant réalise notamment les actions suivantes : [...] De plus, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour s'assurer du respect des dispositions suivantes : [...] • la production d'une tonne de malt est obtenue avec au maximum 4 m3 d'eau.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare suivre la consommation spécifique d'eau mensuellement. Les données communiquées par l'exploitant sont les suivantes: - entre 2015 et 2022, la consommation spécifique d'eau était de 3,25 m3 par tonne de malt produite; - en 2021, la consommation spécifique d'eau était de 3,08 m3 par tonne de malt produite; - en 2022, la consommation spécifique d'eau était de 2,6 m3 par tonne de malt produite; - en 2023, la consommation spécifique d'eau était de, par tonne de malt produite: Janvier : 2,8 m3; Février : 2,6 m3; Mars : 2,6 m3; Avril : 2,7 m3; Mai : 2,6 m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Sécheresse (alerte)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 9.4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Seuil d'alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte correspondant au débit seuil d'alerte pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• une information de la MISE (Mission Inter Services de l'Eau) et de l'inspection des installations classées est réalisée sur les besoins réels et prioritaires et sur les ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois à compter de la publication de l'arrêté susnommé. Cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte ;</li><li>• la transmission à l'inspection des installations classées du registre de suivi des installations de prélèvement d'eau est réalisée pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs de prélèvement d'eau issue des forages et du réseau d'adduction d'eau potable ;</li><li>• l'arrosage des pelouses et des espaces verts de l'établissement, ainsi que le lavage des voies de circulation et aires de stationnement est interdit pendant la durée de l'alerte.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le 7 juin 2023, le bassin de l'Arnon n'est pas en situation d'alerte. Pour autant, le jour de la visite, l'inspecteur n'a pas constaté d'arrosage des pelouses et d'espaces verts, ni de lavage des voies de circulation et aires de stationnement.  En 2022, l'exploitant avait adressé les courriers suivants en réponse à l'exigence d'information de la prescription: <ul style="list-style-type: none"><li>- 9 juin 2022</li><li>- 8 juillet 2022</li><li>- 25 août 2022.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Sécheresse (alerte renforcée)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 9.4.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Seuil alerte renforcée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte renforcée correspondant au débit seuil d'alerte renforcée pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre pendant la durée de l'alerte et en complément des dispositions prévues à l'article 9.4.3 les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction de lavage des véhicules et engins de l'établissement, hors stations de lavage équipées d'un récupérateur d'eau, en dehors de raisons particulières de sécurité ou sanitaire dûment justifiées,</li><li>• l'optimisation de la qualité des rejets en sortie de son établissement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le 7 juin 2023, le bassin de l'Arnon n'est pas en situation d'alerte renforcée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Sécheresse (crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2008, article 9.4.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Seuil de crise
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil de crise correspondant au débit d'étiage de crise pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre, pendant la durée de la crise et en complément des dispositions prévues aux articles 9.4.3 et 9.4.4, une limitation de l'utilisation d'eau de 30% par une modification provisoire des plannings de production et de l'organisation de la logistique permettant sur le site l'utilisation d'orge et la programmation de type de malts moins consommateurs d'eau.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le 7 juin 2023, le bassin de l'Arnon n'est pas en situation de crise.  L'exploitant indique avoir la possibilité, pour des variétés d'orge représentant, de mettre l'orge en une "sous-eau" plutôt que deux "sous-eau". Cette possibilité est cependant limitée dans le temps (quelques semaines).  L'inspecteur relève aussi, dans le dossier de réexamen IED en cours d'instruction par la DREAL, que l'exploitant a mis en place un dispositif de recyclage de l'eau sur une partie des process de l'unité U2 (système OPTISTEEP) et qu'il est en attente que le système soit totalement fiable pour potentiellement le déployer sur toutes les unités. Selon le dossier de réexamen, le dispositif permettrait d'économiser 40 % d'eau de l'unité U2. Cependant, l'exploitant indique faire face à des problèmes techniques et que le taux d'économie d'eau de 40 % n'est pas atteint.  (Hors inspection. L'inspecteur note que l'arrêté préfectoral ne définit pas de référentiel pour apprécier la diminution de 30 %. Il invite l'exploitant à proposer un référentiel pour apprécier la diminution de 30 %).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet